

Réflexion sur la construction européenne actuelle

1)- L'Europe actuelle ... et la démocratie ?

La construction de l'Union Européenne actuelle s'est faite sur la base de l'idéologie dominante :

- Le marché dans la « concurrence libre et non faussée » est seul apte à conduire la société vers l'idéal économique, social et environnemental,
- Les acteurs – citoyens, entreprises, banques, ...- sont réputés égaux et font le meilleur choix en prix et qualité pour chaque besoin,
- Tout citoyen est libre d'agir dans les règles du marché pour en tirer le meilleur profit personnel.

Nous constatons que les hypothèses de cette idéologie ne sont pas en accord avec la réalité. Sa mise en pratique politique conduit à une société se rapprochant d'une sorte de jungle où les plus malins écrasent les plus honnêtes, où le comportement individualiste est exacerbé.

Nous sommes donc bien loin de la mise en pratique des grands principes de liberté, égalité, fraternité et laïcité inscrits dans la Constitution de la République Française.

Comment les dominants en Europe, c'est-à-dire ces féodalités modernes économiques et financières, sont-ils arrivés à imposer une telle politique aux peuples et, particulièrement au peuple de France ?

Après la 2^{ème} guerre mondiale, avec l'appui des Etats Unis d'Amérique (plan Marshall), ils ont utilisé l'aspiration à une Europe de paix pour construire une Union Européenne conforme à leurs intérêts. Cette construction a créé progressivement des institutions telles que la démocratie (le pouvoir du peuple) ne puisse pas contrarier le pouvoir de l'oligarchie :

- Une sorte de gouvernement, la Commission Européenne, constituée de membres cooptés, désignés par les gouvernements des pays européens, tous acquis à l'idéologie dominante. Cet organisme non élu n'a pas de compte à rendre aux peuples. Il promulgue des directives que les gouvernements élus des différents pays doivent appliquer, sous peine de sanction, même si elles sont en contradiction avec le programme sur lequel les citoyens les ont élus.
- Une Banque Centrale Européenne, émettrice de la monnaie unique EURO, indépendante de la Commission Européenne et des gouvernements des pays de l'union. Ces derniers ont perdu le droit régalien de « battre monnaie » et donc un moyen de gouverner l'économie.
- Un parlement européen composé de députés élus dans chaque pays en nombre proportionnel à leur population pour donner une façade un peu démocratique. Son rôle est un contrôle assez vague des activités de la Commission et la possibilité d'émettre des vœux.

Cet échafaudage européen a nécessité des modifications de la Constitution de la République Française, à plusieurs reprises. Notamment, lors du référendum de 2005, le projet de constitution européenne a été rejeté par le peuple français (ainsi que par les peuples hollandais et irlandais). Peu de temps après, le traité de Lisbonne, reprenant textuellement le projet de constitution européenne, et les nécessaires modifications de la Constitution Française étaient adoptés par les parlementaires français réunis en Congrès à Versailles, à une majorité écrasante de la droite, du centre, des socialistes et des écologistes. Seuls les parlementaires communistes et apparentés s'y sont opposés.

Ce cas où la démocratie fut piétinée a été suivi d'autres, notamment :

- En 2012, le nouveau président de la république française, fraîchement élu, renonce sous la pression de l'union européenne, sans combattre, à renégocier le traité européen de Lisbonne comme il l'avait promis dans son programme électoral,
- En 2015, après cinq années d'une politique imposée par la Commission Européenne (épaulée par la Banque Centrale Européenne et le Fond Monétaire International) au gouvernement grec (socialiste puis de droite) ayant entraîné une grave récession économique et sociale, le peuple grec élit un nouveau gouvernement avec le mandat de redresser la situation en restant dans l'union européenne. Après six mois de négociations acharnées et un chantage à l'étranglement financier, ce nouveau gouvernement est acculé à accepter les conditions draconiennes qui ne lui laissent guère de possibilité pour sortir son pays de sa mauvaise situation.

Ces dénis de démocratie s'accompagnent d'une politique européenne économique et sociale dommageable pour une grande partie des peuples d'Europe.

2)- L'Europe actuelle ... et l'économie ?

« Concurrence libre et non faussée » ou coopération internationale ?

Réflexion sur la « crise », la dégradation de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la protection sociale en France, en Europe et en « Occident »

1)- On constate un transfert de l'exploitation des salariés français, voire européens et occidentaux à l'exploitation des salariés des pays « en développement » dont les salaires sont très inférieurs et la protection sociale (maladie, vieillesse, famille, ...) très faible voire inexistante.

Dans le cadre de « la concurrence libre et non faussée », principe fondamental de la construction européenne actuelle, les capitalistes (pouvoirs financiers et économiques, actionnaires, ...) et les gouvernements à leur solde ont évidemment intérêt à ce transfert pour faire remonter le taux de profit de leurs capitaux. D'où, en Europe, et notamment en France, les délocalisations d'usines et d'autres activités productives. Il en découle une baisse de la valeur ajoutée produite en France induisant une dégradation générale : emplois, salaires, protection sociale, services publics, ... et la crise financière aggravée par les mécanismes du crédit. Le projet de traité en cours de négociation entre l'Union Européenne et l'Amérique du Nord, dit PTCI (Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Industrie)¹, étendant les domaines du libre-échange ne pourra qu'aggraver la situation.

En effet, par quel miracle la poursuite de la politique menée actuellement dans l'Union Européenne empêcherait-elle à l'avenir de nouvelles délocalisations d'activités productives et de nouvelles hausses du chômage ?

Cette dégradation des conditions de vie d'une grande partie de notre peuple crée une exaspération grandissante, comme dans plusieurs pays d'Europe. Cette situation est exploitée par des politiciens national-populistes pour détourner la colère du peuple des véritables coupables. Reprenant des méthodes du national-socialisme (Nazi) allemand des années 1930, ils attisent les divisions des salariés en exacerbant les clivages liés au racisme, au communautarisme, à la xénophobie, aux différences religieuses, ... Les récentes élections régionales en France ont montré la montée en puissance du phénomène avec le succès du Front National.

2)- On constate également que le rassemblement des forces progressistes, le Front de Gauche, rencontre des difficultés politiques à rendre crédible une alternative sérieuse susceptible de sortir de cette situation.

Les divergences concernant les propositions et la politique à suivre des différentes composantes du Front de gauche, conduisant à une cacophonie par leurs expressions publiques, semblent une des causes de ces difficultés.

3)- Pour rendre populaire une alternative sérieuse et crédible, on pourrait avancer un objectif : remplacer « la concurrence libre et non faussée » aboutissant à un libre-échange mondial incontrôlé par une coopération internationale bénéfique à tous.

En effet, pour répondre aux besoins des peuples des pays en développement, il paraît normal que des usines et autres activités productives soient installées dans ces pays, en bénéficiant des transferts de technologies en provenance des pays développés et en donnant du travail aux salariés de ces pays en développement.

¹ En anglais : TTIP = Transatlantic Trade and Investment Partnership ou TAFTA = Trans Atlantic Free Trade Agreement.

De même, pour les besoins des peuples des pays développés (France, Europe et « occident » en général), il serait bon que les usines et autres activités productives soient maintenues et développées dans ces pays. Cela contribuerait à maintenir des savoirs et des savoir faire dans ces pays et à éviter de graves traumatismes sociaux (bassins d'emplois sinistrés suite à la fermeture d'entreprises,...). Cela contribuerait à maintenir le niveau de l'emploi, de la protection sociale et des services publics. Cela aurait aussi le mérite de réduire les dépenses d'énergie pour le transport des conteneurs de marchandises d'un bout à l'autre de la planète. Une telle proposition se trouve évidemment en contradiction avec la politique conduite actuellement par les gouvernements français, européens et occidentaux, (sans oublier quelques gouvernements de pays en développement) fidèles serviteurs des milieux capitalistes dominants.

La conséquence est qu'elle nécessite une refonte complète du traité régissant l'Union Européenne d'une part, et des règles de l'organisation Mondiale du Commerce d'autre part, ...traité et règles édictés par les dominants du capitalisme libéral..

La hauteur du défi montre l'importance de rendre populaire cette proposition, en la concrétisant lors des crises successives rencontrées dans les diverses branches économiques : industries (électromécanique, bâtiment, automobile, ...), agriculture, transports (ferroviaire, routier, aérien,...), services (banque, commerce, ingénierie,...) et tous les services publics (éducation, santé, collectivités locales,...). En montrant bien ces avantages aux plans économique, social et environnemental.

Orsay, 20 décembre 2015,
Jean-Michel GAMA